

Comment calculer le seuil de télétravail pour un salarié à temps partiel ?

Réponse courte

Le seuil de télétravail pour un salarié à temps partiel se calcule **au prorata de son temps de travail contractuel**. Pour les frontaliers, le seuil fiscal de tolérance (par exemple **34 jours** pour la France et la Belgique, **19 jours** pour l'Allemagne) s'applique en jours ouvrables effectivement travaillés, sans réduction proportionnelle. Le seuil de **49 %** en matière de sécurité sociale s'apprécie en fonction du temps de travail total du salarié.

La distinction entre télétravail **occasionnel** et **régulier** suit la même logique : le seuil de 10 % du temps de travail annuel se calcule sur la base du temps partiel contractuel. Un salarié à mi-temps totalisant 220 demi-journées annuelles ne peut dépasser **22 demi-journées** de télétravail occasionnel. Au-delà, un avenant écrit formalisant le télétravail régulier devient obligatoire.

Définition

Le seuil de télétravail pour un salarié à temps partiel correspond au **plafond maximal** de jours ou d'heures de travail à distance calculé proportionnellement au temps de travail contractuel. Ce calcul au prorata garantit l'**égalité de traitement** entre salariés à temps plein et à temps partiel conformément à l'art. [L.251-1](#) du Code du travail. Les [accords transfrontaliers](#) fixent les seuils applicables.

Conditions d'exercice

Le calcul du seuil de télétravail pour un temps partiel dépend de plusieurs paramètres.

Paramètre	Détail
Base de calcul	Temps de travail contractuel annuel du salarié à temps partiel
Seuil occasionnel	10 % du temps de travail annuel (proratisé selon le contrat)
Seuil fiscal frontalier FR/BE	34 jours ouvrables par an (non proratisé, en jours effectifs)
Seuil fiscal frontalier DE	19 jours ouvrables par an (non proratisé, en jours effectifs)
Seuil sécurité sociale	49 % du temps de travail total (accord-cadre européen du 1er juillet 2023)
Égalité de traitement	Interdiction de traiter le temps partiel de façon moins favorable (art. L.251-1)

Modalités pratiques

Le suivi du seuil de télétravail pour un temps partiel nécessite un décompte rigoureux.

Étape	Détail
Calcul du quota	Multiplier le nombre de jours ouvrables annuels par le taux d'activité contractuel
Conversion	Convertir en jours entiers ou demi-journées selon l'organisation du temps partiel
Suivi mensuel	Tenir un décompte actualisé des jours de télétravail effectués
Alerte seuil	Mettre en place une alerte automatique à 80 % du seuil applicable
Régularisation	Ajuster en fin d'année si le taux d'activité a été modifié en cours d'année

Pratiques et recommandations

Formaliser dans l'avenant de télétravail le quota de jours calculé au prorata du temps de travail contractuel pour éviter tout malentendu.

Distinguer clairement le seuil fiscal (en jours calendaires) du seuil de sécurité sociale (en pourcentage du temps de travail) pour les frontaliers à temps partiel.

Mettre en place un outil de suivi partagé entre le salarié et le service RH pour garantir la traçabilité du décompte.

Réévaluer le quota de télétravail à chaque modification du temps de travail contractuel, en tenant compte du cadre frontalier.

Cadre juridique

Référence	Objet
Convention interprofessionnelle du 20 octobre 2020	Encadrement du télétravail occasionnel et régulier
Art. <u>L.251-1</u> Code du travail	Égalité de traitement entre temps plein et temps partiel
Art. <u>L.211-1</u> Code du travail	Durée normale du travail et base de calcul
Accord-cadre européen du 1er juillet 2023	Seuil de 49 % pour la sécurité sociale des frontaliers
Conventions fiscales bilatérales	Seuils de tolérance : 34 jours FR/BE, 19 jours DE

Le calcul du seuil de télétravail pour un temps partiel constitue un point de vigilance majeur pour les frontaliers. Une erreur de proratisation peut entraîner un dépassement du seuil fiscal ou social avec des conséquences financières significatives pour l'employeur et le salarié.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.